ROYAUME DE BELGIQUE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Ministre des Finances, le 26 février 1987, d'une demande d'avis sur un projet d'arrêté royal "modifiant l'arrêté royal du 13 décembre 1968 relatif à l'exécution du Code des droits d'enregistrement, d'hypothèque et de greffe et à la tenue des registres dans les greffes des cours et tribunaux", a donné le 4 mai 1987 l'avis suivant :

KONINKRIJK BELGIE.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede kamer, op 26 februari 1987 door de Minister van Financiën verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "tot wijziging van het koninklijk besluit van 13 december 1968 betreffende de uitvoering van het Wetboek der registratie-, hypotheek- en griffierechten en het houden van de registers in de griffies der hoven en rechtbanken", heeft op 4 mei 1987 het volgend advies gegeven :

Préambule.

Les alinéas 1er et 2 doivent être fusionnés en un seul alinéa, rédigé comme suit :

"Vu le Code des droits d'enregistrement, d'hypothèque et de greffe, notamment les articles 35 et 36, modifiés par les lois des 12 juillet 1960, 14 avril 1965, 1er juillet 1983 et 19 juin 1986, et l'article 285, modifié par la loi du 14 août 1947;".

Le texte suivant est proposé pour l'alinéa 3, devenant l'alinéa 2 :

"Vu l'arrêté royal du 13 décembre 1968 relatif à l'exécution du Code des droits d'enregistrement, d'hypothèque et de greffe et à la tenue des registres dans les greffes des cours et tribunaux, modifié par l'arrêté royal du 17 septembre 1973;".

Dispositif.

Article 1er.

Dans l'article 1er, alinéa 2, en projet, mieux vaudrait écrire : "... et d'une mention constatant qu'ils ne sont pas enregistrables" au lieu de "... et de la mention "non enregistrable".

Article 2.

Le texte suivant est proposé :

"Article 2.-

L'article 2, alinéa 1er, 7°, du même arrêté, est abrogé".

.../...

Article 4.

A la fin de l'article 5, alinéa 1er, en projet, il est proposé d'écrire : "... du bureau de l'enregistrement visé à l'article 1er, alinéa 1er".

Article 14.

1) La rédaction suivante est proposée pour la phrase liminaire :

"A l'article 21 du même arrêté, modifié par l'arrêté royal du 17 septembre 1973, sont apportées les modifications suivantes :".

2) Au 1°, il y a lieu d'écrire :

"1° dans l'alinéa 1er, les mots "d'expédition" sont insérés entre les mots "des droits" et "de rédaction";".

3) Au 2° du texte français, il faut écrire :

"2° dans l'alinéa 2, ...".

Article 15.

Dans le texte français, il y a lieu d'écrire "est abrogé" et non "est supprimé".

.../...

Article 16.

La phrase liminaire doit être rédigée comme suit :

"A l'article 32, alinéa 1er, du même arrêté, modifié par l'arrêté royal du 17 septembre 1973, sont apportées les modifications suivantes :".

Dans le texte néerlandais des 1° et 2° de l'article, il convient d'écrire "het register van de" au lieu de "in het register van de".

Article 17.

1) Dans le texte français du 1° et dans le texte français de la disposition en projet figurant au 2°, l'article "des" doit être inséré avant les mots "tribunaux de police".

Dans le texte néerlandais du 1°, il y a lieu d'écrire : "van de vredegerechten en van de politierechtbanken".

2) Au 1° du texte français, il y a lieu d'écrire :

"1° à l'alinéa 1er, ...".

3) Au 2° du texte français, il faut écrire :

"2° l'alinéa 2 est remplacé par l'alinéa suivant :".

.../...

Article 18.

Dans l'article 34 en projet, il faut écrire : "Sans préjudice des articles 1er et 3, ...".

*

Observations finales.

Le projet a notamment pour but de simplifier la perception du droit de greffe relative à la délivrance des expéditions, copies ou extraits.

Le projet ne traite ce problème que pour les juridictions de l'Ordre judiciaire. Il conviendrait d'appliquer des règles analogues à la section d'administration du Conseil d'Etat.

Actuellement la délivrance d'une expédition, d'une copie ou d'un extrait, signés ou non signés, donne lieu au paiement d'une taxe de 20 francs par page. Cette taxe est acquittée au moyen de timbres fiscaux qui doivent être coupés en deux. Une moitié est collée sur le document et la bandelette de contrôle est collée dans un registre du greffe.

L'application au Conseil d'Etat de la nouvelle méthode prévue par le projet postule la modification de l'article 72, alinéa 2, de l'arrêté du Régent du 23 août 1948 déterminant la procédure devant la section d'administration du Conseil d'Etat. Mais, au préalable, il convient de modifier l'arrêté royal du 17 octobre 1956 relatif à la tenue des registres comptables au greffe du Conseil d'Etat.

.../...

Si cette proposition est adoptée, il conviendrait :

1° que le projet soit délibéré en Conseil des Ministres, conformément à l'article 30 des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

2° de rédiger l'intitulé de la manière suivante :

"Arrêté royal relatif aux droits de greffe et à la tenue des registres dans les greffes des cours et tribunaux et du Conseil d'Etat";

3° que le Ministre de l'Intérieur intervienne comme proposant et signataire du projet, et qu'il soit associé à l'exécution du projet;

4° qu'au préambule, soient visés :

- les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 30,

- l'arrêté du Régent du 23 août 1948 déterminant la procédure devant la section d'administration du Conseil d'Etat, notamment l'article 72, modifié par l'arrêté royal du 31 décembre 1968,

- l'arrêté royal du 17 octobre 1956 relatif à la tenue des registres comptables au greffe du Conseil d'Etat, notamment les articles 1er et 2.

Il conviendrait, en outre, de diviser le projet en trois chapitres :

- le premier serait intitulé "Chapitre premier - Dispositions relatives aux cours et tribunaux de l'Ordre judiciaire" et contiendrait les articles 1er à 18 du projet;

.../...

- le deuxième serait intitulé "Chapitre II.- Dispositions relatives au Conseil d'Etat" et contiendrait les articles 19 à 22 dont le texte est proposé ci-après;

- le troisième serait intitulé "Chapitre III.- Dispositions finales" et contiendrait les articles 19 et 20 du projet, devenant les articles 23 et 24.

Le texte suivant est proposé pour le chapitre II :

"Article 19.-

L'article 1er de l'arrêté royal du 17 octobre 1956 relatif à la tenue des registres comptables au greffe du Conseil d'Etat, est complété par un 5°, rédigé comme suit :

"5° le registre des droits d'expédition".

Article 20.-

Dans l'article 2, alinéa 2, du même arrêté, les mots "aux articles 70 et 72" sont remplacés par les mots "à l'article 70".

Article 21.-

Un article 6bis, rédigé comme suit, est inséré dans le même arrêté :

"Article 6bis. Le registre des droits d'expédition reçoit, jour par jour et sous des numéros d'ordre distincts, l'inscription de toutes les délivrances d'expéditions, copies ou extraits rendant un droit d'expédition exigible.

.../...

Chaque inscription relative au droit d'expédition contient obligatoirement les indications suivantes :

1° le nombre de pages reproduites;
2° le tarif applicable;
3° le montant total des droits dus".

Article 22.-

Dans l'article 72, alinéa 2, de l'arrêté du Régent du 23 août 1948 déterminant la procédure devant la section d'administration du Conseil d'Etat, modifié par l'arrêté royal du 31 décembre 1968, les mots "à l'article 7" sont remplacés par les mots "aux articles 6 et 7".

Article 20 du projet.

Dans le texte néerlandais, il convient d'écrire : "ieder wat hem betreft" au lieu de "ieder voor wat hem betreft".

Aanhef.

Het eerste en het tweede lid moeten worden samengevoegd tot een enkel lid, luidend als volgt :

"Gelet op het Wetboek der registratie-, hypotheek- en griffierechten, inzonderheid op de artikelen 35 en 36, gewijzigd bij de wetten van 12 juli 1960, 14 april 1965, 1 juli 1983 en 19 juni 1986, en op artikel 285, gewijzigd bij de wet van 14 augustus 1947;".

Voor het derde lid, dat het tweede lid wordt, wordt de volgende tekst voorgesteld :

"Gelet op het koninklijk besluit van 13 december 1968 betreffende de uitvoering van het Wetboek der registratie-, hypotheek- en griffierechten en het houden van de registers in de griffies der hoven en rechtbanken, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 17 september 1973;".

Bepalend gedeelte.

Artikel 1.

Het zou beter zijn in het ontworpen artikel 1, tweede lid, te schrijven : "... en met een vermelding waaruit blijkt dat ze niet aan registratie onderworpen zijn" in plaats van "... en de vermelding "niet registratieplichtig".

.../...

Artikel 2.

De volgende tekst wordt voorgesteld :

"Artikel 2.-

Artikel 2, eerste lid, 7°, van hetzelfde besluit wordt opgeheven".

Artikel 4.

Voorgesteld wordt, aan het slot van het ontworpen artikel 5, eerste lid, te schrijven : "... van het registratiekantoor bedoeld in artikel 1, eerste lid".

Artikel 14.

1) Voor de inleidende volzin wordt de volgende redactie voorgesteld :

"In artikel 21 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 17 september 1973, worden de volgende wijzigingen aangebracht : ".

2) In 1° schrijve men :

"1° in het eerste lid wordt het woord "uitgifte-" ingevoegd tussen de woorden "van de" en "opstel-".

.../...

3) In de Franse tekst van 2° moet worden geschreven :

"2° dans l'alinéa 2, ...".

Artikel 15.

In de Franse tekst schrijve men "est abrogé" en niet "est supprimé".

Artikel 16.

De inleidende volzin moet als volgt worden geredigeerd :

"In artikel 32, eerste lid, van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 17 september 1973, worden de volgende wijzigingen aangebracht : ".

In de Nederlandse teksten onder 1° en 2° van het artikel schrijve men "het register van de" in plaats van "in het register van de".

Artikel 17.

1) In de Franse tekst van 1° en in de Franse tekst van de in 2° opgenomen ontworpen bepaling, moet het lidwoord "des" voor de woorden "tribunaux de police" worden ingevoegd.

.../...

In de Nederlandse tekst van 1° moet worden geschreven : "van de vredegerechten en van de politierechtbanken".

2) In de Franse tekst van 1°, schrijve men :

"1° à l'alinéa ler, ...".

3) In de Franse tekst van 2° moet worden geschreven :

"2° l'alinéa 2 est remplacé par l'alinéa suivant :".

Artikel 18.

In het ontworpen artikel 34 moet worden geschreven : "Onverminderd de artikelen 1 en 3, ...".

*

Slotopmerkingen.

Het ontwerp heeft onder meer tot doel het heffen van griffierechten voor het uitreiken van uitgiften, afschriften of uittreksels te vereenvoudigen.

Het ontwerp behandelt dit probleem alleen voor de rechtbanken van de rechterlijke orde. Soortgelijke regels zouden moeten gelden voor de afdeling administratie van de Raad van State.

.../...

Thans geeft het uitreiken van een uitgifte, van een afschrift of van een uittreksel, hetzij getekend of niet, aanleiding tot de betaling van een recht van 20 frank per bladzijde. Dit recht wordt gekweten door middel van fiscale zegels die in tweeën moeten worden gesneden. Een helft wordt op het stuk gekleefd en het controlestrookje wordt in een register van de griffie gekleefd.

Wil de nieuwe methode waarin het ontwerp voorziet op de Raad van State kunnen worden toegepast, dan moet artikel 72, tweede lid, van het besluit van de Regent van 23 augustus 1948 tot regeling van de rechtspleging voor de afdeling administratie van de Raad van State worden gewijzigd. Vooraf is het echter nodig het koninklijk besluit van 17 oktober 1956 betreffende het houden van de rekeningboeken in de griffie van de Raad van State te wijzigen.

Indien dit voorstel wordt aangenomen, zou het wenselijk zijn :

1° dat het ontwerp overeenkomstig artikel 30 van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, in de ministerraad wordt overlegd;

2° dat het opschrift als volgt wordt geredigeerd :

"Koninklijk besluit betreffende de griffierechten en het houden van de registers in de griffies van de hoven en rechtbanken en van de Raad van State";

.../...

3° dat de Minister van Binnenlandse Zaken het ontwerp mede voordraagt en ondertekent en bij de uitvoering van het besluit betrokken wordt;

4° dat in de aanhef wordt verwezen naar :

- de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid artikel 30,

- het besluit van de Regent van 23 augustus 1948 tot regeling van de rechtspleging voor de afdeling administratie van de Raad van State, inzonderheid artikel 72, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 31 december 1968,

- het koninklijk besluit van 17 oktober 1956 betreffende het houden van de rekeningboeken in de griffie van de Raad van State, inzonderheid de artikelen 1 en 2.

Bovendien zou het ontwerp in drie hoofdstukken moeten worden ingedeeld :

- het eerste, met als opschrift "Hoofdstuk I. Bepalingen betreffende de hoven en rechtbanken van de rechterlijke orde", zou de artikelen 1 tot 18 van het ontwerp bevatten;

- het tweede, met als opschrift "Hoofdstuk II. Bepalingen betreffende de Raad van State", zou bestaan uit de artikelen 19 tot 22, waarvan de tekst hierna wordt voorgesteld;

.../...

- het derde, met als opschrift "Hoofdstuk III. Slotbepalingen" zou bestaan uit de artikelen 19 en 20 van het ontwerp, die de artikelen 23 en 24 worden.

Voor Hoofdstuk II wordt de volgende tekst voorgesteld :

"Artikel 19.-

Artikel 1 van het koninklijk besluit van 17 oktober 1956 betreffende het houden van de rekeningboeken in de griffie van de Raad van State, wordt aangevuld met een 5°, luidend als volgt :

"5° het register van de uitgifterechten".

Artikel 20.-

In artikel 2, tweede lid, van hetzelfde besluit, worden de woorden "bij de artikelen 70 en 72" vervangen door de woorden "bij artikel 70".

Artikel 21.-

In hetzelfde besluit wordt een artikel 6bis ingevoegd, luidend als volgt :

"Artikel 6bis. In het register van de uitgifterechten worden dag voor dag en onder afzonderlijke volgnummers ingeschreven alle uitreikingen van uitgiften, afschriften of uittreksels die een uitgifterecht opeisbaar maken.

Iedere inschrijving inzake het uitgifterecht dient de volgende vermeldingen te dragen :

.../...

1° het aantal overgenomen bladzijden;

2° het toepasselijk tarief;

3° het totaal bedrag van de verschuldigde rechten".

Artikel 22.-

In artikel 72, tweede lid, van het besluit van de Regent van 23 augustus 1948 tot regeling van de rechtspleging voor de afdeling administratie van de Raad van State, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 31 december 1968, worden de woorden "in artikel 7" vervangen door de woorden "in de artikelen 6 en 7".

Artikel 20 van het ontwerp.

In de Nederlandse tekst moet worden geschreven "ieder wat hem betreft" in plaats van "ieder voor wat hem betreft".

La chambre était composée de

Messieurs : J. LIGOT, président de chambre,
de Heren : kamervoorzitter,

J.-J. STRYCKMANS, conseillers d'Etat,
P. FINCOEUR, staatsraden,

Cl. DESCHAMPS, assesseurs de la section de législation,
P. GOTHOT, assessoren van de afdeling wetgeving,

Madame : M. VAN GERREWEY, greffier,
Mevrouw griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. J.-J. STRYCKMANS.

Le rapport a été présenté par M. G. PIQUET, premier auditeur.

De kamer was samengesteld uit

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. J.-J. STRYCKMANS.

Het verslag werd uitgebracht door de H. G. PIQUET, eerste auditeur.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

M. VAN GERREWEY.

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

J. LIGOT.